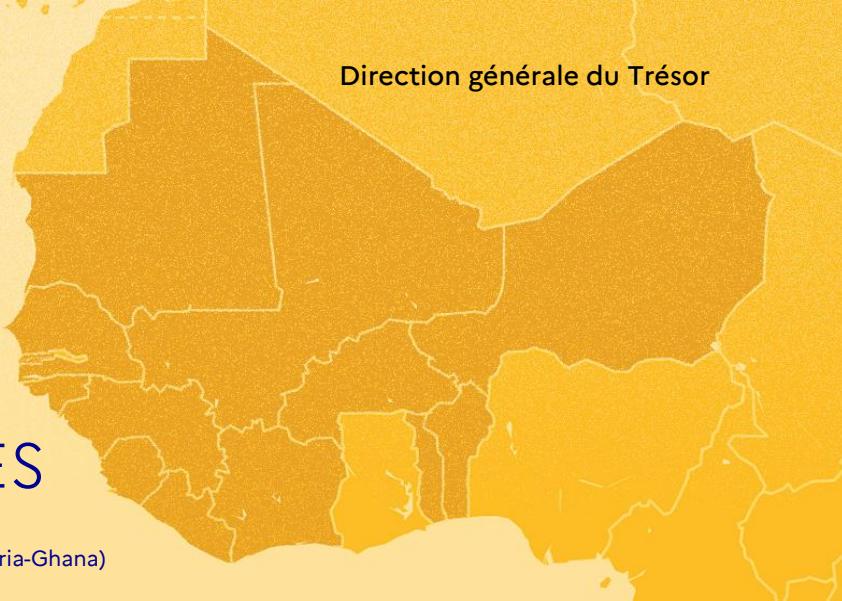


BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)



N°617 – 13 février 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Lancement de la 1^{ère} phase du projet de navigation sur le fleuve Sénégal

Réunis à Nouakchott lors de leur 78^e session ordinaire les 30 et 31 janvier 2026, le Conseil des ministres de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a autorisé le lancement de la 1^{ère} phase du projet de navigation sur le fleuve Sénégal. Cette décision marque l'entrée en phase opérationnelle du projet, avec la mise en œuvre, par la Société de gestion et d'exploitation de la navigation (SOGENAV) de l'OMVS, des premiers travaux portant sur le dragage et le balisage du fleuve ainsi que la réhabilitation des escales. Les États membres de l'OMVS (Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal) ont retenu une approche progressive, appuyée sur une enveloppe initiale de 35 Md FCFA (53,4 M EUR). La session a également permis d'examiner la gestion du bassin du fleuve Sénégal ainsi que l'état d'avancement des projets énergétiques associés.

Bénin

Inflation à +0,9 % en g.a en janvier 2026

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStaD), le niveau général des prix a progressé de +0,9% en glissement annuel (g.a) en janvier 2026, après +1,4 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation reflète principalement la hausse des prix des postes "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+6,4 % en g.a), "Santé" (+3,2 %

Le chiffre à retenir

630 M EUR

Montant du plan de financement 2026 de ITFC au bénéfice du Sénégal

en g.a) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,7 % en g.a), modérée par la baisse au niveau de "Restaurants et services d'hébergement" (-5,2 %) et "Transport" (-0,4 % en g.a). Par origine, les prix des produits importés ont augmenté de 1,9 % en g.a et les produits locaux de 0,5 % en g.a. Par région, le Nord-ouest a connu la plus forte inflation (+5,9 % en g.a) tandis que le Sud-centre a enregistré un niveau d'inflation négatif (-2 % en g.a).

Burkina Faso

Validation de 3 programmes en partenariat avec les Nations Unies

Le 6 février 2026, le Système des Nations unies et le Burkina Faso ont procédé à la validation officielle de 3 programmes transformateurs d'un montant total de 850 Md FCFA (1,3 Md EUR). Dans le détail, il s'agit (i) du Programme d'appui à la stabilisation et à la coopération transfrontalière (PASCoT) ; (ii) du Programme d'appui à la transformation durable des systèmes alimentaires (PASTA) et du (iii) Programme d'appui à la transition humanitaire-développement-paix (PAST-HDP). Ces programmes seront mis en œuvre sur la période 2026-2030 et reposent sur une stratégie de



mobilisation progressive et diversifiée des ressources (financement des bailleurs, ressources nationales, partenariats avec le secteur privé...). Dans ce cadre, le Système des Nations Unies interviendra en tant que partenaire technique, facilitateur et catalyseur de ressources. Ces initiatives s'inscrivent dans le Plan national de développement RELANCE 2026-2030.

Cap-Vert

S&P rehausse la note du pays à "B+"

Le 6 février 2026, l'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a relevé la note souveraine à long terme en devises du Cap-Vert de "B" à "B+", avec une perspective positive. Cette décision reflète l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et institutionnels du pays. Selon l'agence, le dynamisme du tourisme et des envois de fonds a soutenu une croissance robuste, permis l'enregistrement d'excédents budgétaires primaires et contribué au renforcement la position extérieure et des réserves de change. L'agence anticipe le maintien d'excédents primaires au cours des trois prochaines années, favorisant une poursuite de la réduction du ratio dette/PIB. En outre, les perspectives positives sont portées notamment par la croissance robuste du tourisme et de l'économie. S&P avertit toutefois que la note pourrait être abaissée si la situation économique se détériorait, notamment en cas de baisse des revenus touristiques, de chocs commerciaux ou de difficultés budgétaires.

Signature avec le Luxembourg du 6^e Programme indicatif de coopération

Le 10 février 2026, le Gouvernement du Cap-Vert et le Grand-Duché de Luxembourg ont signé leur 6^e Programme indicatif de coopération pour la période 2026-2030 (PIC VI). Le partenariat porte sur cinq secteurs

stratégiques : (i) l'éducation, l'emploi et l'employabilité avec une attention particulière à la jeunesse et aux femmes ; (ii) l'eau et l'assainissement, fondamentaux pour la dignité humaine et la résilience climatique ; (iii) la santé ; (iv) l'action climatique ; (v) la transition énergétique. Ce programme intègre également des thématiques transversales telles que le développement durable, le financement climatique et les droits de l'homme.

Côte d'Ivoire

135 M EUR de l'UNICEF pour le capital humain entre 2026 et 2030

Le 9 février 2025, le gouvernement ivoirien et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont lancé un nouveau programme de coopération (CPD) pour la période 2026-2030, doté d'un budget de 88,8 Md FCFA (135,4 M EUR). Aligné sur le futur Plan national de développement 2026-2030, ce programme vise à renforcer le développement humain en mettant l'accent sur la santé, la nutrition, l'éducation, la protection de l'enfance et l'inclusion des jeunes, etc. Il s'inscrit dans une logique de croissance inclusive, en consolidant les acquis du CPD 2021-2025, qui avait déjà permis des avancées significatives en matière d'accès aux services sociaux de base et de formation.

Ratification d'un accord de prêt de 128,6 M EUR de la Banque mondiale pour l'accélération digitale

Le 4 février 2026, le Conseil des ministres ivoirien a adopté un décret ratifiant l'accord de prêt d'un montant de 128,6 M EUR conclu le 17 octobre 2025 avec l'Association internationale de développement (AID) du groupe de la Banque mondiale. Cette opération vise à financer la phase 1 du Projet d'accélération digitale en Côte d'Ivoire (PADCI) ayant pour objectifs d'accroître l'utilisation inclusive de



l'internet à haut débit et des services numériques dans certains secteurs sociaux ciblés (éducation, santé, administration publique). Il prévoit également la fourniture d'une assistance technique et d'équipements pour la création des agences numérique et le développement de cadres de gouvernance de l'intelligence artificielle et pour la formation aux compétences numériques avancées et intermédiaires, en particulier au bénéfice des jeunes et des femmes.

La Sodemi, actionnaire majoritaire d'une société d'exploration minière

Le 4 février 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret autorisant la Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (Sodemi) à prendre une participation majoritaire au capital de la Société Ivoiro-Chinoise d'Exploration (ICEX), en cours de constitution. Cette entité, de droit ivoirien et en cours de constitution, sera dédiée aux activités d'exploration minière. Le capital social de l'ICEX s'élève à 20 M FCFA (environ 30 500 EUR), détenu à hauteur de 56,6 % par la SODEMI, tandis que son partenaire, la société d'état chinoise China National Geological & Mining Corporation (CGM), en possédera 43,4 %. A noter que la SODEMI et CGM [avaient signé](#), le 25 août 2009, un accord de partenariat pour la mise en valeur du gisement de Manganèse de Lauzoua dans la région de Grand-Lahou, à travers la Compagnie Minière du Littoral (CML), filiale détenue majoritairement par la SODEMI à hauteur de 51 %, par l'Etat de Côte d'Ivoire à 10 % et par CGM à 39%.

Guinée

Signature d'un accord sur les minéraux critiques avec les Etats-Unis

La Guinée [a signé](#), le 4 février 2026 à Washington, un accord-cadre bilatéral avec les États-Unis sur les minéraux critiques, dans le

cadre d'une réunion ministérielle réunissant 54 pays visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement de matières premières stratégiques. L'accord signé ne comprend pas d'engagement financier immédiat, mais il ouvre la voie à une coopération accrue sur les mécanismes de prix, le développement de projets miniers, la création de marchés équitables, la réduction des lacunes des chaînes d'approvisionnement prioritaires et l'accès au financement. Pour rappel, la Guinée possède d'importantes réserves minérales, dont la bauxite — l'un des minerais considérés comme stratégique pour l'industrie et la transition énergétique — avec environ 25 % des réserves mondiales. En 2024, le pays a exporté environ [138,3 M tonnes de bauxite](#), selon les données de l'Institut national de la statistique.

Libéria

La Banque centrale maintient son taux directeur à 16,25 %

Le 28 janvier 2026, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque Centrale du Libéria [a décidé](#) de maintenir le taux directeur à 16,25 %, reflétant la confiance dans la poursuite de la modération de l'inflation et le maintien de la stabilité macroéconomique. Les ratios de réserves obligatoires demeurent inchangés à 25 % pour les dépôts en dollars libériens et 10 % pour ceux en dollars américains. Cette décision intervient dans un contexte de ralentissement de l'inflation, qui s'est établie en moyenne à 4,4 % en glissement annuel (g.a) au 4^e trimestre 2025 contre 5,9 % le trimestre précédent, tandis que la croissance du PIB réel est estimée à 5,1 % en 2025. Le CPM a également relevé le bon niveau de capitalisation et de liquidité du secteur bancaire, caractérisé par un ratio de solvabilité de 37,9 % et un ratio de liquidité de 50,1 %, ainsi qu'une amélioration de la qualité des actifs, malgré un taux de créances douteuses encore élevé à 12,6 %. Sur le plan externe, les réserves internationales brutes ont



progressé à 575,5 M USD, alors que la couverture en termes de mois d'importation a reculé à 2,3 mois, contre 2,6 mois le trimestre précédent.

Mali

Création de la Société de patrimoine minier

Le 6 février 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) les projets de texte relatifs à la création de la Société de patrimoine minier du Mali (Sopamim), qui sera détenue à 100 % par l'État et destinée à acquérir et gérer les participations publiques dans les projets miniers. Cette structure vise à renforcer la présence et le contrôle de l'État dans le secteur minier, en centralisant la gestion des actifs publics et en structurant les relations avec les compagnies extractives.

Niger

Accords avec le Nigéria pour fluidifier le transit des marchandises et renforcer la sécurité frontalière

Le 6 février 2026, les administrations douanières du Niger et du Nigéria [ont signé](#) de nouvelles mesures visant à fluidifier le transit des marchandises et renforcer la sécurité aux frontières. Les accords signés prévoient la mise en place de corridors et de voies de passage sécurisés sur les principaux axes d'échanges. Selon le Directeur général des douanes nigériennes, les cargaisons en transit vers le Niger pourront désormais être traitées et acheminées sous 48 heures, avec des dispositifs de contrôle renforcés destinés à prévenir les détournements. Ces mesures permettront la levée progressive du blocage de près de 2 000 camions à destination du Niger, immobilisés au Nigéria, dont certains depuis plusieurs semaines. La visite a également permis

d'échanger sur les dispositifs nigériens de contrôle et de lutte contre le terrorisme, notamment l'opération "Tsaron Kassa", pour sécuriser les marchandises et les frontières communes.

Sénégal

Signature avec ITFC d'un plan de financement de 630 M EUR pour 2026

Le 11 février 2026, la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), membre du Groupe de la Banque Islamique de développement et l'Etat du Sénégal ont signé un [plan de financement annuel pour 2026](#) de 630 M EUR, en appui aux priorités du Sénégal en matière de commerce et de développement. Cette enveloppe vise à soutenir les opérations d'importation et d'exportation de produits stratégiques, notamment les produits pétroliers et les arachides. Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'accord-cadre quinquennal de 2 Md EUR conclu en mai 2025 par l'Etat sénégalais et l'ITFC. Il devrait ainsi contribuer au renforcement des chaînes d'approvisionnement, à la sécurité alimentaire et énergétique, tout en soutenant des secteurs clés de l'économie sénégalaise. Selon le communiqué, depuis 2008 l'ITFC a approuvé un montant total de 2,8 Md USD en faveur du Sénégal à travers des solutions de financement du commerce.

Petrosen prévoit de mobiliser 100 M USD pour son programme d'exploration pétrolière onshore

La Société des Pétroles du Sénégal (Petrosen) [a annoncé](#) le lancement dès cette année d'un programme d'exploration pétrolière terrestre visant à identifier de nouveaux gisements sur le territoire national. L'entreprise prévoit de mobiliser un budget de 100 M USD pour piloter de manière autonome cette campagne. À travers ce projet, Petrosen ambitionne d'aller



au-delà de son rôle actuel de partenaire dans les projets pétroliers et gaziers du pays, pour devenir un opérateur technique capable de réaliser ses propres forages. Cette montée en compétence vise ainsi à renforcer la maîtrise nationale de la chaîne de valeur pétrolière et gazière du Sénégal et à accroître la création de valeur locale. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par le démarrage des projets offshore pétrolier (Sangomar) en 2024 et gazier (GTA en partage avec la Mauritanie) en 2025.

Entrée de Starlink sur le marché sénégalais

Le service d'internet par satellite de l'entreprise SpaceX, [Starlink](#), est désormais officiellement disponible au Sénégal. Grâce à des satellites en orbite basse, Starlink devrait permettre une connexion rapide et stable sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones où les réseaux terrestres restent difficiles ou coûteux à déployer. Le déploiement de Starlink au Sénégal, en ligne avec la mise en œuvre de la stratégie numérique du pays, le New Deal Technologique, devrait soutenir l'objectif d'accès universel à internet du pays. Les abonnements sont proposés entre 22 000 FCFA (33,5 EUR) et 30 000 FCFA (45,7 EUR) par mois avec un coût d'installation d'environ 115 000 FCFA (175,3 EUR). Le Gouvernement a annoncé avoir négocié l'acquisition de 5 000 kits à un tarif préférentiel afin de connecter gratuitement un million de sénégalais au premier semestre 2026, en ciblant prioritairement les zones blanches (avec des wifis communautaires), les établissements d'enseignement, le plan Diomaye pour la Casamance, entre autres.

Togo

Près de 107 M EUR pour financer la politique énergétique en 2026

Le Togo, dont le [taux de couverture électrique](#) a atteint 75 % en 2025, prévoit de mobiliser plus de 70 Md FCFA (106,8 M EUR) en 2026 pour poursuivre sa politique énergétique, avec en ligne de mire la couverture universelle en électricité à l'horizon 2030. Cette dotation, inscrite dans la [loi de finances initiale 2026](#), est quasiment stable par rapport à la [loi de finances rectificative 2025](#). Elle devrait permettre de poursuivre plusieurs chantiers structurants déjà engagés, notamment l'électrification de 317 localités et le déploiement du [Fonds Tinga](#), mécanisme de subvention remboursable mis en place par l'État pour faciliter le raccordement au réseau électrique des ménages vulnérables. Une partie des ressources sera également consacrée à l'extension de la [centrale solaire photovoltaïque de Blitta](#), ainsi qu'à la réforme de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET).



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)